

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoirs :
2
- Votants :
17

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

FORFAIT MOBILITES DURABLES – MISE EN OEUVRE

Le 02 décembre 2021, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 16 novembre 2021, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Guillaume COUTEY, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Didier TERRIER.

Suppléants

MM. Pierre AUBRY, Hervé GUERARD.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Rémy WECLAWIAK, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE, le Capitaine Jean-Bernard BOCLET, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE, Pascal GRESSER, Payeur départemental et Mme Gladys TEINTURIER.

III. Membre de droit :

M. Pierre-André DURAND, Préfet de la Région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime.

IV. Pouvoirs :

Madame Claire GUEROULT à Monsieur André GAUTIER,
Madame Dominique TESSIER à Monsieur Nicolas BERTRAND.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK - représentée, Dominique TESSIER.

MM. Bastien CORITON - représenté, Nicolas ROULY, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine Nicolas VACLE – représenté, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du Sdis</i>	<i>Développer les actions de protection de l'environnement et de développement durable</i>

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le code du travail et notamment les articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1,*
- *le décret n° 2020-1574 du 9 décembre 2020 relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique territoriale,*
- *l'arrêté du 09 mai 2020 pris pour l'application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique d'Etat,*
- *la délibération n° DCA-2020-031 du 26 novembre 2020 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Le forfait mobilités durables, d'abord instauré dans le secteur privé, a pour objectif d'encourager les personnels à recourir davantage aux modes de transport durables que sont le vélo et le covoiturage pour la réalisation des trajets domicile-travail.

Dans ce cadre, le décret n° 2020-1547 du 09 décembre 2020 relatif au versement du forfait mobilités durables dans la fonction publique territoriale a fixé les règles de ce dispositif aux agents territoriaux.

Aussi, les agents publics peuvent bénéficier, sous conditions, du remboursement de tout ou partie des frais engagés au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur cycle ou « cycle à pédalage assisté » personnel ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage.

Ce nouveau dispositif, facultatif pour la fonction publique territoriale, nécessite une délibération pour sa mise en œuvre notamment afin de définir les modalités d'octroi, dans la limite des conditions réglementaires suivantes :

- le nombre minimal de jours d'utilisation d'un moyen de transport éligible est fixé à **100 jours**. Il est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent ou la durée de présence de l'agent dans l'année.
- le montant annuel maximum est fixé à 200 €.

Le versement de cette prime est exclusif du dispositif actuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos à hauteur de 50% du coût de l'abonnement.

L'octroi est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. L'utilisation du covoiturage fait l'objet d'un

contrôle par l'employeur par tout justificatif utile fourni par l'intéressé. L'utilisation d'un cycle peut faire l'objet d'un contrôle.

Le forfait peut être versé au titre des déplacements effectués à compter du 1^{er} janvier 2021. Il est versé l'année suivante celle du dépôt de la déclaration, en une fois.

Les agents bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail, d'un véhicule de fonction ou de service, d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail et les agents transportés gratuitement par leur employeur ne peuvent bénéficier de ce forfait.

*

* *

Il vous est demandé de bien vouloir vous prononcer sur :

- l'instauration du forfait mobilités durables au bénéfice des agents publics du Sdis 76 avec un montant annuel fixé à 200 euros,
- et dans l'affirmative, sur la date de mise en œuvre de ce dispositif.

*

* *

L'avis du Comité technique a été recueilli le 04 novembre 2021 :

Le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité pour le principe.

Le collège des représentants du personnel émet un avis favorable à l'unanimité pour le principe.

Les modalités d'application seront étudiées lors du prochain comité technique.

L'avis du Comité technique a été recueilli le 02 décembre 2021 :

Le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité.

Le collège des représentants du personnel émet un avis favorable à l'unanimité.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration instaurent à l'unanimité le forfait mobilités durables au sein du Sdis 76 dans les conditions suivantes :

- le nombre minimal de jours d'utilisation d'un moyen de transport éligible est fixé à **100 jours** pour les personnels n'ayant pas un régime de garde,
- le nombre minimal de gardes d'utilisation d'un moyen de transport éligible est fixé à **50 gardes** pour les personnels ayant un cycle de travail de garde,
- ce nombre de jours ou de gardes est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent ou la durée de présence de l'agent dans l'année,
- le montant annuel maximum est fixé à 200 €.

La date de mise en œuvre a été fixée au 1^{er} janvier 2021.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20211202-DCA-2021-040-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/12/2021

Affichage : 07/12/2021

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 06/12/2021
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER